

# SÉNAT DE BELGIQUE

---

SESSION DE 2010-2011

---

22 DÉCEMBRE 2010

---

## Proposition de loi modifiant la législation en ce qui concerne les droits et les devoirs des parents d'accueil

(Déposée par Mme Sabine de Bethune et M. Rik Torfs)

---

### DÉVELOPPEMENTS

---

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 2 avril 2008 (doc. Sénat, n° 4-669/1 - 2007/2008).

Rien qu'en Flandre, quelque 4 800 enfants sont placés dans des familles d'accueil, que ce soit avec ou sans le consentement des parents naturels.

Le placement familial peut être décidé dans le cadre de la protection de la jeunesse (lorsque l'enfant est placé chez une « personne ou une famille digne de confiance ») ou pour d'autres raisons, comme en cas de maladie, de troubles psychiques, de décès ou de désintérêt manifeste des parents.

À l'heure actuelle, les parents d'accueil n'ont pas voix au chapitre en ce qui concerne les décisions relatives à l'enfant placé. Les parents continuent d'exercer l'autorité parentale. Avec le juge de la jeunesse, ils sont les seules personnes à avoir un pouvoir de décision en ce qui concerne l'enfant placé.

Pourtant, les parents d'accueil, qui ont élevé l'enfant pendant de nombreuses années, connaissent souvent mieux ses besoins et ses désirs.

Régulièrement, des enfants qui vivent depuis des années dans une famille d'accueil en sont brusquement retirés pour être placés dans une institution, sans que la famille d'accueil ait voix au chapitre.

Tant que les parents naturels n'ont pas été déchus de leur autorité parentale et qu'ils ont procédé de leur

# BELGISCHE SENAAAT

---

ZITTING 2010-2011

---

22 DECEMBER 2010

---

## Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving wat betreft de rechten en plichten van pleegouders

(Ingediend door mevrouw Sabine de Bethune en de heer Rik Torfs)

---

### TOELICHTING

---

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 2 april 2008 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 4-669/1 - 2007/2008).

In Vlaanderen alleen al leven zo'n 4 800 kinderen bij pleeggezinnen, al dan niet geplaatst met instemming van de ouders.

Plaatsingen bij pleeggezinnen kunnen gebeuren in het kader van de jeugdbescherming (wanneer de plaatsing wordt doorgevoerd bij een « betrouwbaar persoon of gezin ») ofwel buiten het kader van de jeugdbescherming, bij ziekte, psychische stoornis, overlijden of feitelijk desinteresse van de ouders.

De pleegouders hebben wettelijk geen inspraak in beslissingen met betrekking tot het kind dat zij opvoeden. De ouders blijven het ouderlijk gezag uitoefenen. Zij en de jeugdrechter zijn de enige personen met beslissingsrecht aangaande het geplaatste kind.

Nochtans kennen pleegouders die een kind al gedurende jaren opvoeden, vaak het best diens noden en wensen.

Het gebeurt regelmatig dat kinderen die reeds jarenlang in een pleeggezin wonen, er plots worden weggehaald en in een instelling terecht komen, zonder dat het pleeggezin enige inspraak heeft.

Zolang de ouders niet uit hun ouderlijke macht zijn gezet en zij vrijwillig tot een plaatsing zijn over-

plein gré à un placement en famille d'accueil, ils peuvent effectivement décider eux-mêmes ce qu'il doit advenir de leur enfant.

Dans la pratique, on constate en outre que les enfants eux-mêmes sont encore beaucoup trop peu écoutés.

Dans certaines situations, il s'indique que les parents d'accueil puissent faire valoir leur opinion ou prendre eux-mêmes les décisions.

Le but de cette disposition n'est pas de priver les parents de leurs droits. Nous plaillons pour un arbitrage réfléchi entre, d'une part, les intérêts de l'enfant et, d'autre part, le droit à la vie privée et familiale des parents.

La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme insiste sur le fait que toute mesure entraînant la séparation d'un enfant d'avec ses parents doit être temporaire et n'avoir qu'une seule finalité, à savoir réunir l'enfant avec ses parents.

Il ressort cependant aussi de la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme que, dans le cas d'enfants (jeunes) qui, dans les faits, sont éduqués depuis un certain temps au sein d'une famille d'accueil, l'intérêt de l'enfant veut que l'on ne modifie plus sa situation de fait, dès lors que le bon développement des enfants passe par la continuité dans l'éducation, étant entendu toutefois que l'encadrement nécessaire soit respectueux de la vie familiale des parents, par exemple en leur accordant le droit d'entretenir des relations personnelles avec l'enfant.

Dans un arrêt du 19 décembre 1975, la Cour de cassation a estimé qu'en dépit de la demande de remise d'un enfant par sa mère, la garde matérielle pouvait en être confiée aux parents d'accueil qui s'occupaient de l'enfant depuis sa naissance. Lors de la mise en balance des intérêts en jeu, les juges d'appel ont tenu compte de l'éventuelle rupture du lien affectif avec les parents d'accueil, d'une part, et du problème de la discontinuité dans l'éducation, d'autre part. L'arrêt de cassation ayant créé une solution en dehors du cadre de la loi, peu de juges du fond furent enclins à suivre cette jurisprudence.

La présente proposition de loi tend à concilier les différents intérêts en présence.

Elle répond à la recommandation R (87) 6 du Conseil de l'Europe visant à instaurer une réglementation légale des familles d'accueil.

Les grands principes qui sous-tendent cette recommandation sont les suivants :

1) les États membres devraient organiser un système de surveillance des parents d'accueil afin d'assurer que ceux-ci offrent les conditions morales

gés, peuvent eux-mêmes décider de ce qui doit advenir de leur enfant.

Bovendien blijkt dat er nog veel te weinig geluisterd wordt naar de kinderen zelf.

In bepaalde situaties is het aangewezen dat pleegouders inspraak hebben, dan wel zelf beslissingen kunnen nemen.

Het is hierbij geenszins de bedoeling om afbreuk te doen aan de rechten van de ouders. De indieners van het wetsvoorstel pleiten voor een doordachte afweging tussen enerzijds de belangen van het kind en anderzijds het recht op privé- en gezinsleven van de ouders.

In de rechtspraak van het Europees Hof voor de rechten van de mens wordt benadrukt dat iedere maatregel die ertoe leidt dat een kind wordt gescheiden van zijn ouders, tijdelijk moet zijn en één ultiem doel moet dienen : de hereniging van het kind met zijn ouders.

Uit de rechtspraak van het EHRM volgt evenwel ook dat voor (jonge) kinderen die reeds enige tijd feitelijk worden opgevoed in een pleeggezin, het belang van het kind erin bestaat zijn feitelijke situatie niet meer gewijzigd te zien, gelet op feit dat continuïteit in de opvoeding een noodzaak is voor een goede ontwikkeling van kinderen, op voorwaarde echter dat de nodige omkadering gebeurt ter respectering van het gezinsleven van de ouders, door hen bijvoorbeeld een omgangsrecht toe te kennen.

Het Hof van Cassatie oordeelde in een arrest van 19 december 1975 dat ondanks het verzoek tot materiële afgifte van een kind door de moeder, de materiële bewaring kon worden toegekend aan de pleegouders die het kind sinds zijn geboorte verzorgden. Bij de belangenafweging hadden de appelrechters rekening gehouden met enerzijds het mogelijk verbreken van de affectieve band met de pleegouders en anderzijds het probleem van de discontinuïteit in de opvoeding. Vermits het cassatiearrest een oplossing buiten de wet creëerde, waren weinig feitenrechters geneigd om deze rechtspraak te volgen.

Dit wetsvoorstel tracht een compromis te vinden tussen de verschillende belangen.

Het komt tegemoet aan aanbeveling R (87) 6 van de Raad van Europa om een wettelijke regelgeving in te voeren inzake pleeggezinnen.

De belangrijkste principes die aan deze aanbeveling ten grondslag liggen, zijn de volgende :

1) de lidstaten dienen een systeem van toezicht op de pleeggezinnen te organiseren teneinde te verzekeren dat zij de nodige morele en materiële steun kunnen

et matérielles nécessaires au bon développement de l'enfant;

2) les parents d'accueil devraient pouvoir exercer, au nom des représentants légaux de l'enfant, les responsabilités parentales qui leur sont nécessaires pour prendre soin de l'enfant dans les affaires quotidiennes ou les affaires urgentes;

3) avant qu'une décision importante concernant la personne de l'enfant ne soit prise, les parents d'accueil devraient avoir la possibilité de faire valoir leur opinion;

4) lorsqu'un enfant est vraiment intégré dans une famille d'accueil, les parents d'accueil devraient pouvoir demander le droit d'exercer certaines responsabilités parentales, y compris le droit de garde;

5) avant qu'une décision ne soit prise concernant le cas précédent ou la cessation du placement, les parents d'accueil devraient avoir la possibilité de faire valoir leur point de vue. L'enfant qui dispose d'une maturité suffisante devrait également être entendu. Lors des décisions, c'est l'intérêt de l'enfant qui devrait primer.

La présente proposition tend à mettre ces principes en œuvre.

Nous souhaitons donner voix au chapitre aux parents d'accueil et leur fournir des instruments lorsque l'intérêt de l'enfant est menacé. Le droit au respect de la vie privée et familiale des parents doit être respecté dans ce contexte.

La proposition de loi vise à clarifier la situation des parents naturels, des parents d'accueil et des enfants placés dans le cas où il y a des discussions et des problèmes.

Toutefois, ce sont en premier lieu les services de placement et les instances de renvoi qui, respectivement, assurent et veillent à un accompagnement de qualité des parents biologiques et d'accueil. Au besoin, ils doivent aider à trouver un accord.

L'expression « parents d'accueil » utilisée dans la présente proposition de loi vise tant les partenaires mariés ou cohabitant légalement ou de fait que la personne isolée qui accueille un enfant placé.

Par le terme « parents », il y a lieu d'entendre tant les deux parents juridiques de l'enfant qui exercent conjointement l'autorité parentale sur l'enfant que le parent qui exerce seul cette autorité.

verlenen met het oog op een goede ontwikkeling van het pleegkind;

2) in dagelijkse en dringende aangelegenheden moeten pleegouders in naam van de wettelijke vertegenwoordigers van het pleegkind het ouderlijk gezag kunnen uitoefenen;

3) pleegouders moeten hun mening kunnen laten kennen voor belangrijke beslissingen betreffende de persoon van het pleegkind;

4) wanneer een kind echt geïntegreerd is in een pleeggezin, moeten de pleegouders kunnen vragen bepaalde aspecten van het ouderlijk gezag uit te oefenen, hierin begrepen het bewaringsrecht;

5) alvorens er beslissingen worden genomen betreffende het voorgaande geval of tot beëindiging van de pleegzorg, moeten pleegouders de mogelijkheid hebben hun standpunt te laten horen. Ook het kind dat over voldoende maturiteit beschikt, dient te worden gehoord. Bij beslissingen dient het belang van het kind te primeren.

Dit voorstel tracht deze principes in te vullen.

Wij beogen inspraak te verlenen aan pleegouders en hun instrumenten aan te reiken wanneer het belang van het kind gevaar loopt. Het recht op privé- en gezinsleven van de ouders dient hierbij gerespecteerd te worden.

Het wetsvoorstel wil meer duidelijkheid brengen in de situatie van zowel de ouders, de pleegouders als de geplaatste kinderen voor die gevallen waar er discussies en problemen rijzen.

In eerste instantie moeten evenwel de diensten voor pleegzorg en de verwijzende instantie instaan voor, respectievelijk waken over, een kwaliteitsvolle begeleiding van de ouders en pleegouders. Waar nodig moeten zij meehelpen zoeken naar een akkoord.

Onder de term « pleegouders », gehanteerd in het wetsvoorstel, dienen zowel de gehuwde als wettelijk of feitelijk samenwonende partners te worden begrepen, als de alleenstaande persoon die een pleegkind opvangt.

Onder de term « ouders » worden begrepen, zowel de beide juridische ouders die gezamenlijk het ouderlijk gezag over het kind uitoefenen, als de ouder die alleen het ouderlijk gezag over het kind uitoefent.

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

## Article 2

Cet article tend à insérer des dispositions relatives au placement familial dans notre législation. Le chapitre relatif à la tutelle officieuse est remplacé par les dispositions relatives au placement familial. La tutelle officieuse est une institution d'autorité qui ne rencontre qu'un faible succès à l'heure actuelle. Il a dès lors été opté pour une modernisation de cette formule sous la forme de placement familial.

À l'heure actuelle, aucun «statut» ne règle la situation des familles d'accueil.

La confusion quant aux droits et obligations des parents d'accueil et le fait qu'ils n'ont pas la possibilité de faire valoir leur opinion ont un effet dissuasif sur les parents d'accueil et les candidats parents d'accueil.

Le principe selon lequel les parents naturels exercent l'autorité parentale doit évidemment continuer à s'appliquer, mais pour les enfants qui se trouvent dans une situation éducative problématique, qui sont délaissés ou abandonnés à leur sort ou dont les parents biologiques ne sont pas en état de les représenter, de gérer leurs biens ou de prendre les décisions qui sont dans leur intérêt, il faut prévoir la possibilité de confier l'autorité parentale ou certaines composantes de celle-ci à la famille d'accueil dans laquelle sont placés les enfants.

Si la proposition de loi vise principalement à régler les placements en famille d'accueil par le biais de l'aide spéciale à la jeunesse, elle peut également s'avérer utile pour les placements effectués par le biais de *Kind en Gezin* et du *Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een handicap*.

S'agissant du placement familial, son utilité sera sans doute limitée. Environ 70 % des placements effectués en Flandre le sont aujourd'hui par l'aide spéciale à la jeunesse (*Bijzondere Jeugdbijstand*).

## Article 3

Cet article confirme la possibilité de procéder au placement volontaire ou judiciaire d'un enfant dans une famille d'accueil et précise les droits et devoirs dont ce placement est assorti.

## Article 4

Cet article confirme la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme, qui insiste sur le fait que toute mesure ayant pour effet de séparer un enfant de ses parents doit être temporaire et poursuivie

## ARTIKELSGEWIJZE TOELICHTING

## Artikel 2

Dit artikel strekt tot de invoering in onze wetgeving van bepalingen inzake pleegzorg. Het hoofdstuk in verband met de pleegvoogdij wordt vervangen door de bepalingen in verband met pleegzorg. De pleegvoogdij is een gezagsinstelling die heden ten dage slechts een gering succes kent. Er is dan ook voor geopteerd om deze figuur te moderniseren in de vorm van de pleegzorg.

Op dit ogenblik bestaat er geen «statuut» voor pleeggezinnen.

Het feit dat er onduidelijkheid heerst omtrent de rechten en plichten van pleegouders en het gebrek aan inspraakmogelijkheid, heeft een ontmoedigend effect op pleegouders en kandidaat-pleegouders.

Uiteraard dient de uitoefening van het ouderlijk gezag door de ouders als principe te blijven gelden maar voor kinderen die zich in een problematische opvoedingssituatie bevinden, verwaarloosd zijn of aan hun lot overgelaten worden of wier ouders niet in staat blijken te zijn om hen te vertegenwoordigen, hun goederen te beheren of om beslissingen te nemen die in het belang van het kind zijn, dient de mogelijkheid te worden geschapen het ouderlijk gezag of bepaalde componenten ervan te laten uitoefenen door de pleeggezinnen waarin deze kinderen verblijven.

Het wetsvoorstel beoogt voornamelijk de pleegzorgplaatsingen via de Bijzondere Jeugdbijstand te regelen, maar kan hier en daar ook zijn nut hebben voor plaatsingen die gebeuren via Kind en Gezin en het Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een handicap.

Voor de familiepleegzorg zal het nut wellicht beperkt zijn. Ongeveer 70 % van de plaatsingen in Vlaanderen geschiedt vandaag via de Bijzondere Jeugdbijstand.

## Artikel 3

Dit artikel bevestigt de mogelijkheid van enerzijds een vrijwillige versus anderzijds een gerechtelijke plaatsing van een kind in een pleeggezin en stelt dat aan deze plaatsing rechten en plichten verbonden zijn.

## Artikel 4

Dit artikel bevestigt de rechtspraak van het Europees Hof voor de rechten van de mens die benadrukt dat iedere maatregel die ertoe leidt dat een kind van zijn ouders wordt gescheiden, tijdelijk moet zijn en

un but ultime, à savoir la réunion de l'enfant avec ses parents.

Cet objectif ne pourra pas toujours être atteint, mais il faut s'efforcer de le concrétiser. Dans cette optique, la présente proposition de loi vise à garantir le respect du droit à la vie privée et familiale des parents, tout en sauvegardant l'intérêt de l'enfant.

#### Article 5

Il est essentiel que l'enfant puisse garder un contact avec ses parents, quelle que soit leur situation. Une rupture du contact entre l'enfant et ses parents peut causer un tort irréversible à l'enfant. Il est donc de la plus grande importance que les parents d'accueil, les services de placement et le tribunal de la jeunesse tiennent compte de ce problème et encouragent les relations entre l'enfant et ses parents.

Ainsi, les tribunaux peuvent par exemple faire en sorte de limiter autant que possible la distance entre le lieu de résidence des parents et celui de leur enfant.

#### Article 6

Lorsqu'un enfant est placé dans une famille d'accueil, les parents d'accueil doivent pouvoir être autorisés à exercer certains aspects de l'autorité parentale, afin de garantir à l'enfant un accueil et une éducation convenables.

Le placement familial peut offrir une solution en l'espèce, étant donné qu'il entraîne un partage des prérogatives parentales.

Pendant la durée du placement, les parents d'accueil doivent assurer l'hébergement, l'entretien, l'éducation, la surveillance et la formation professionnelle de l'enfant placé. Au même titre que les tuteurs, ils doivent, dans la mesure du possible, respecter les souhaits et les choix des parents de l'enfant. Ils peuvent avoir recours à cet effet aux dispositifs sociaux existants (allocations familiales, bourse d'études, demande d'aide et d'assistance, ...) et perçoivent un défraiement.

Pour pouvoir exercer convenablement leur mission, les parents d'accueil doivent être autorisés à intervenir dans les questions quotidiennes sans requérir chaque fois l'assentiment préalable des parents. Nous songeons en l'espèce aux loisirs de l'enfant, à sa coupe de cheveux, à sa participation à une excursion organisée par l'école, ...

Les parents d'accueil doivent également pouvoir intervenir eux-mêmes dans les affaires urgentes

één ultiem doel moet dienen, namelijk de hereniging van het kind met zijn ouders.

Dit zal niet steeds mogelijk zijn, maar er dient alleszins naar te worden gestreefd. Onderhavig wetsvoorstel strekt er dan ook toe om naast het belang van het kind, het recht op privé- en gezinsleven van diens ouders te eerbiedigen.

#### Artikel 5

Het is belangrijk dat het kind contact kan blijven houden met zijn ouders, welke hun situatie ook zij. Een verbreking van contact tussen het kind en diens ouders kan het kind een onherstelbaar kwaad berokkenen. Het is derhalve van groot belang dat de pleegouders, de diensten voor pleegzorg en de jeugdrechtbank hiermee rekening houden en de omgang tussen het kind en diens ouders aanmoedigen.

Zo kunnen de rechtbanken er bijvoorbeeld voor zorgen om in de mate van het mogelijke de afstand tussen de verblijfplaats van de ouders en die van hun kind tot een minimum te beperken.

#### Artikel 6

Wanneer een kind in een pleeggezin verblijft, is het aangewezen dat de pleegouders een aantal aspecten van het ouderlijk gezag kunnen uitoefenen die noodzakelijk zijn voor een normale opvang en opvoeding van het kind.

Pleegzorg kan hier soelaas bieden aangezien het leidt tot een verdeling van de ouderlijke prerogatieven.

De pleegouders dienen gedurende de periode van de plaatsing zorg te dragen voor de huisvesting, het levensonderhoud, de opvoeding, het toezicht en de beroepsopleiding van het pleegkind. Zoals ook voor voogden geldt, dienen zij hierbij in de mate van het mogelijke de wensen en keuzes van de ouders van het kind te respecteren. Zij kunnen hiervoor gebruikmaken van de sociale voorzieningen (kinderbijslag, studiebeurs, aanvraag hulp en bijstand, ...) en krijgen een onkostenvergoeding.

Om hun taak op een degelijke manier te kunnen vervullen is het noodzakelijk dat pleegouders kunnen optreden in dagelijkse aangelegenheden zonder telkens voorafgaandelijk de goedkeuring van de ouders te moeten afwachten. Het kan hier gaan om de vrijetijdsbesteding van het kind, de haarsnit, het feit of het kind al dan niet deelneemt aan een schooluitstap, ...

Ook voor dringende aangelegenheden waarin een beslissing op zeer korte tijd moet worden genomen,

nécessitant une décision très rapide (une intervention chirurgicale urgente, par exemple).

Les parents doivent pouvoir contrôler la manière dont les parents d'accueil s'acquittent de leur mission. Cette remarque vaut également pour le parent qui s'est vu retirer l'autorité parentale, par exemple dans le cadre d'une procédure de divorce.

Si les parents de l'enfant ne sont pas d'accord avec les parents d'accueil, ils peuvent saisir le tribunal de la jeunesse.

Par ailleurs, les parents d'accueil peuvent, en vertu de leur droit de garde matérielle de l'enfant, exiger qu'il leur soit remis si, par exemple, les parents ne le ramènent pas au moment fixé ou convenu.

#### Article 7

Lorsqu'un enfant séjourne depuis longtemps dans une famille d'accueil, qu'il y est intégré et que ses parents ne s'occupent plus de lui (ou ne sont pas en mesure de le faire), il est indiqué que les parents d'accueil puissent également exercer d'autres composantes de l'autorité parentale.

Lorsque, pendant une certaine période, les parents de l'enfant ne sont plus en mesure, par exemple, de prendre des décisions fondamentales en ce qui concerne l'éducation, une solution pourrait consister à ce qu'ils décident de transférer cet aspect à la famille d'accueil. Cette mesure pourrait soulager les parents qui traversent une période difficile de leur existence et conférer une plus grande liberté de mouvement à la famille d'accueil.

Malheureusement, dans le cadre du placement familial, les relations entre les parents et la famille d'accueil ne sont pas toujours harmonieuses. Il convient dès lors que l'exercice de l'autorité parentale ne résulte pas uniquement d'un accord entre les parents et la famille d'accueil, mais qu'il puisse être transféré à la demande de la seule famille d'accueil.

Il est cependant nécessaire qu'un lien affectif se soit créé entre la famille d'accueil et l'enfant, lien qui peut être présumé du fait que la famille d'accueil a pris l'enfant en charge depuis plus de six mois. Même dans ce cas, le tribunal de la jeunesse ne peut transférer d'autres composants de l'autorité parentale qu'après avoir procédé à un examen approfondi des intérêts en présence entre, d'une part, l'intérêt de l'enfant et, d'autre part, le droit des parents à une vie privée et une vie de famille.

Les parents d'accueil peuvent ainsi être associés au droit de décision concernant des options fondamentales, comme l'éducation philosophique, religieuse ou idéologique de l'enfant, sa langue, la contraception,

zoals een dringende heelkundige ingreep, dienen de pleegouders zelf te kunnen optreden.

De ouders moeten toezicht kunnen uitoefenen op de aanpak van de pleegouders. Dit geldt ook voor de ouder aan wie het ouderlijk gezag is ontnomen, bijvoorbeeld in het kader van een echtscheidingsprocedure.

Wanneer de ouders van het kind niet akkoord gaan met de pleegouders, kunnen zij zich tot de jeugdrechtbank wenden.

Daarnaast kunnen de pleegouders op grond van hun recht van materiële bewaring van het kind, de afgifte ervan vorderen wanneer bijvoorbeeld de ouders het niet terugbrengen op het overeengekomen of vastgelegde tijdstip.

#### Artikel 7

Wanneer een kind reeds een lange periode in het pleeggezin verblijft en er geïntegreerd is, terwijl zijn ouders er niet naar (kunnen) omkijken, is het aangegeven dat de pleegouders ook andere componenten van het ouderlijk gezag kunnen uitoefenen.

Wanneer de ouders van het kind gedurende een bepaalde periode niet in staat zijn om bijvoorbeeld beslissingen te nemen inzake fundamentele opties in verband met de opvoeding, kan een oplossing hierin bestaan dat zij beslissen om dit volledig aan het pleeggezin over te dragen. Het kan een verlichting betekenen voor ouders die zich in een moeilijke periode van hun leven bevinden en geeft meer bewegingsvrijheid aan het pleeggezin.

Pleegzorg verloopt jammer genoeg niet steeds in goede verhoudingen tussen de ouders en het pleeggezin. Het is dan ook opportuun dat uitoefening van het ouderlijk gezag niet enkel via een overeenkomst tussen de ouders en het pleeggezin tot stand kan komen, maar ook op verzoek van het pleeggezin alleen.

Het is evenwel vereist dat er een affectieve band is ontstaan tussen het pleeggezin en het kind, die vermoed kan worden doordat het pleeggezin reeds meer dan zes maanden instaat voor het kind. Zelfs dan nog kan de jeugdrechtbank andere componenten van het ouderlijk gezag slechts overdragen na een grondige belangenafweging te hebben gemaakt tussen enerzijds het belang van het kind en anderzijds het recht van de ouders op een privé- en gezinsleven.

Zo kunnen pleegouders inspraak krijgen in het beslissingsrecht in verband met fundamentele opties, zoals bijvoorbeeld de filosofische, godsdienstige en ideologische opvoeding van het kind, zijn taal, het

etc., ainsi que concernant l'état de la personne. Les parents d'accueil peuvent se voir accorder un droit de gestion des biens de l'enfant, une compétence de représentation et l'usufruit des biens de l'enfant mineur.

Cependant, le juge de la jeunesse doit toujours entendre toutes les parties concernées (les parents, les parents d'accueil, l'enfant s'il est âgé de douze ans ou plus, ou s'il est capable de se forger une opinion et le ministère public).

Étant donné que les articles 373 à 387*bis* du Code civil sont applicables par analogie lorsque les parents d'accueil exercent l'autorité parentale, la famille d'accueil pourra notamment être tenue de rendre compte de la gestion des biens de l'enfant.

Le contrat passé avec les parents ou la décision judiciaire doit déterminer clairement les composantes constitutives de l'autorité parentale qui sont transférées aux parents d'accueil et ce, afin d'éviter toute discussion.

En vue de son opposabilité, les parties peuvent décider de faire homologuer le contrat par le tribunal de la jeunesse.

La finalité du placement familial étant d'arriver à une situation qui permette à l'enfant de réintégrer sa propre famille, il importe de fixer les modalités d'exercice du droit aux relations personnelles des parents biologiques et de prévoir, le cas échéant, l'utilisation d'espaces de visite.

Lorsque les revenus de la famille d'accueil sont insuffisants pour pourvoir correctement aux besoins de l'enfant, on peut déterminer quels frais les parents doivent prendre à leur charge.

Nous songeons, par exemple, à cet égard à un coûteux hobby de l'enfant ou à des frais médicaux élevés.

Si le contrat ou la décision judiciaire ne sont pas respectés, par exemple si les parents d'accueil font suivre à l'enfant un enseignement dans une autre langue, alors qu'ils ne pouvaient décider seuls de le faire, les parents doivent pouvoir saisir, selon une procédure simple et rapide, le tribunal de la jeunesse, qui statuera alors dans l'intérêt de l'enfant.

Par ailleurs, il s'indique également, à la suite d'un changement des circonstances, de pouvoir modifier la participation des parents d'accueil. Ainsi, il peut s'avérer nécessaire, en cas de toxicodépendance grave des parents, que les parents d'accueil exercent seuls l'autorité parentale. Lorsque les parents sortent d'un établissement psychiatrique, il peut en revanche

nemen van contraceptie, ..., alsook inzake de staat van de persoon. Pleegouders kunnen een recht van beheer over de goederen van het kind en een vertegenwoordigingsbevoegdheid krijgen evenals het vruchtgenot van de goederen van de minderjarige.

De jeugdrechter moet echter steeds alle betrokkenen horen (de ouders, de pleegouders, het kind vanaf twaalf jaar of dat in staat is zijn mening te vormen, het openbaar ministerie).

Vermits de artikelen 373 tot 387*bis* van het Burgerlijk Wetboek van overeenkomstige toepassing zijn wanneer de pleegouders het ouderlijk gezag uitoefenen, zal het pleeggezin er onder andere toe gehouden kunnen zijn om rekening en verantwoording af te leggen inzake het beheer van de goederen van het kind.

Welke componenten van het ouderlijk gezag aan de pleegouders worden overgedragen, dient duidelijk bepaald te worden in de overeenkomst dan wel in de rechterlijke beslissing en dit om discussies te vermijden.

Met het oog op de tegenstelbaarheid ervan, kunnen de partijen beslissen de overeenkomst te laten homologeren door de jeugdrechtbank.

Omdat het uiteindelijke doel van de pleegzorg is tot een situatie te komen dat het kind uiteindelijk weer in zijn eigen gezin opgenomen wordt, is het van belang dat er een regeling wordt getroffen omtrent de uitoefening van de omgang tussen het kind en diens ouders. In voorkomend geval, kunnen de bezoekeruimtes hiervoor worden ingeschakeld.

Wanneer de inkomsten van het pleeggezin ontoereikend zijn om afdoende te voorzien in de behoeften van het kind, kan er bepaald worden welke kosten de ouders ten laste dienen te nemen.

Men denke hierbij bijvoorbeeld aan een dure hobby van het kind of zware medische kosten.

Wanneer de overeenkomst of de gerechtelijke beslissing niet worden gerespecteerd, bijvoorbeeld wanneer de pleegouders het kind in een andere taal school laten lopen terwijl zij hiertoe niet alleen mochten beslissen, moeten de ouders zich op een eenvoudige en tijdsbesparende wijze tot de jeugdrechtbank kunnen wenden die dan zal beslissen in het belang van het kind.

Daarnaast is het ook aangewezen dat bij gewijzigde omstandigheden er een verandering kan komen in de inspraak van pleegouders. Zo kan het noodzakelijk zijn dat bij een ernstige drugverslaving van de ouders de pleegouders het ouderlijk gezag volledig alleen uitoefenen. Wanneer de ouders ontslagen worden uit een psychiatrische afdeling kan het dan weer aange-

s'indiquer que les parents décident entièrement seuls à propos de matières importantes concernant leur enfant.

#### Article 8

Même si les parents d'accueil n'ont pas conclu de convention avec les parents ou n'ont pas réclamé de transfert d'autres composantes de l'autorité parentale, ils doivent avoir la possibilité de saisir le juge de la jeunesse ou le président en référé lorsque l'intérêt de l'enfant placé est en danger.

On songe à cet égard, par exemple, à la décision subite des parents d'enlever, sans raison valable, l'enfant à une famille d'accueil dans laquelle il vit depuis longtemps ou de lui interdire un voyage à l'étranger, dans un pays n'appartenant pas à la zone Schengen, pour lequel non seulement l'accord du juge de la jeunesse ou du conseiller, mais également un passeport sont requis (sans l'accord des parents, le passeport ne peut en effet pas être délivré), ou au fait que la mère juridique donne son accord pour que son nouveau partenaire reconnaisse l'enfant, alors que ce dernier n'a jamais rencontré ce nouveau partenaire.

#### Article 9

Cet article règle les cas de cessation des droits et devoirs liés au placement familial.

#### Article 10

Étant donné que la continuité dans l'éducation de l'enfant est très importante pour son développement positif et que la rupture du lien entre l'enfant et la famille d'accueil dans laquelle il a grandi pendant des années peut le déstabiliser, il est très important que, même après la fin du placement, des contacts aient encore lieu entre l'enfant et sa famille d'accueil pendant au moins une certaine période. C'est la raison pour laquelle le régime de l'article 375*bis* du Code civil, qui prévoit le droit d'entretenir des relations personnelles, est explicitement déclaré applicable au placement familial.

#### Article 11

Cet article concerne les dispositions procédurales du Code judiciaire en matière de placement familial.

wezen zijn dat de ouders volledig alleen beslissen over belangrijke aangelegenheden in verband met hun kind.

#### Artikel 8

Zelfs wanneer pleegouders geen overeenkomst hebben afgesloten met de ouders of geen overdracht hebben gevorderd van andere componenten van ouderlijk gezag, moet de mogelijkheid voor hen bestaan om zich tot de jeugdrechtbank of kortgeding-rechter te wenden wanneer het belang van het pleegkind gevaar loopt.

Men denke hierbij bijvoorbeeld aan de plotse beslissing van de ouders om het pleegkind zonder gegronde reden weg te halen bij een pleeggezin waar het sinds jaar en dag verblijft of aan een buitenlandse reis naar een niet-Schengenland waarvoor een paspoort vereist is naast de toestemming van de jeugdrechter of consulent (zonder medewerking van de ouders kan er immers geen paspoort worden afgeleverd); of aan de toestemming van de juridische moeder aan haar nieuwe partner om haar kind te erkennen, terwijl dat kind de nieuwe partner nooit gezien heeft.

#### Artikel 9

Dit artikel regelt de gevallen van beëindiging van de rechten en plichten die aan de pleegzorg verbonden zijn.

#### Artikel 10

Vermits continuïteit in de opvoeding van groot belang is voor een positieve ontwikkeling van het kind en de beëindiging van een binding tussen het kind en het pleeggezin waar het jaren is opgegroeid, destabiliserend kan werken, is het van groot belang dat zelfs wanneer de pleegplaatsing tot een einde is gekomen, er op zijn minst gedurende een bepaalde periode nog contacten zijn tussen het kind en diens pleeggezin. De regeling van artikel 375*bis* van het Burgerlijk Wetboek die in een omgangsrecht voorziet, wordt om die reden expliciet van toepassing verklaard op de pleegzorg.

#### Artikel 11

Dit artikel regelt de procedurebepalingen omtrent pleegzorg in het Gerechtelijk Wetboek.



## Article 12

Cet article règle la manière dont les parents et la famille d'accueil peuvent faire homologuer par le tribunal leur accord concernant l'exercice de l'autorité parentale, le droit aux relations personnelles entre les parents et l'enfant et l'éventuelle contribution alimentaire. Cette homologation a les mêmes effets qu'un jugement et peut uniquement être refusée si elle est manifestement contraire aux intérêts de l'enfant.

## Article 13

Cet article règle la procédure à suivre lorsque les parents et les parents d'accueil ne sont pas parvenus à un accord en ce qui concerne l'exercice de l'autorité parentale. Dans ce cas, les parents d'accueil peuvent être autorisés par le tribunal de la jeunesse à être associés aux décisions concernant certaines questions importantes ou à décider seuls en la matière.

Les parents, les parents d'accueil, l'enfant âgé de douze ans au moins ou capable de se forger une opinion et le ministère public sont entendus. Une enquête sociale peut être menée.

L'enfant bénéficie de l'assistance d'un avocat, à moins qu'il ne souhaite se faire assister par une personne de confiance.

Le juge de la jeunesse doit mettre en balance les intérêts de l'enfant, d'une part, et le droit à la vie privée et à la vie de famille des parents, d'autre part.

## Article 14

La procédure de médiation doit être appliquée lorsque des problèmes surgissent entre les parents et la famille d'accueil.

\*  
\* \*

## Artikel 12

Dit artikel regelt de wijze waarop de ouders en het pleeggezin hun overeenkomst omtrent de uitoefening van het ouderlijk gezag, het omgangsrecht tussen de ouders en het kind en de eventuele onderhoudsbijdrage kunnen laten homologeren voor de rechtbank. Deze homologatie heeft dezelfde gevolgen als een vonnis en kan alleen worden geweigerd indien het manifest strijdig is met de belangen van het kind.

## Artikel 13

Dit artikel regelt de procedure wanneer er geen overeenkomst is tussen de ouders en de pleegouders omtrent de uitoefening van het ouderlijk gezag. In dat geval kunnen de pleegouders toch toestemming krijgen van de jeugdrechtbank om inspraak te hebben in bepaalde belangrijke aangelegenheden dan wel om hierover alleen te beslissen.

De ouders, pleegouders, het kind vanaf twaalf jaar of dat in staat is zijn mening te vormen en het openbaar ministerie worden gehoord. Er kan een sociaal onderzoek worden gevoerd.

Het kind krijgt bijstand van een advocaat tenzij het zich door een vertrouwenspersoon wil laten bijstaan.

De jeugdrechter dient een afweging te maken tussen enerzijds de belangen van het kind en anderzijds het recht op privé- en gezinsleven van de ouders.

## Artikel 14

De procedure van bemiddeling dient toegepast te worden in gevallen waar er problemen rijzen tussen de ouders en het pleeggezin.

Sabine de BETHUNE.  
Rik TORFS.

\*  
\* \*

**PROPOSITION DE LOI**Article 1<sup>er</sup>

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

## Art. 2

Dans l'intitulé du livre premier, titre X, chapitre *IIbis*, du Code civil, les mots « De la tutelle officieuse » sont remplacés par les mots « Du placement familial ».

## Art. 3

L'article 475*bis* du même Code inséré par la loi du 21 mars 1969 et renuméroté par la loi du 31 mars 1987 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 475*bis*. — Lorsqu'un enfant mineur non émancipé est placé dans une famille d'accueil avec l'accord de ses parents ou par suite d'une décision du tribunal de la jeunesse, les parents d'accueil sont liés par les droits et les obligations prévus dans le présent chapitre. »

## Art. 4

L'article 475*ter* du même Code, modifié par la loi du 29 avril 2001, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 475*ter*. — Lors de toute décision volontaire ou forcée de placement de l'enfant dans une famille d'accueil, il convient de s'efforcer de réunir à nouveau l'enfant et ses parents dans les délais les plus brefs. »

## Art. 5

L'article 475*quater* du même Code, modifié par la loi du 31 mars 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 475*quater*. — Lors de tout placement d'un enfant dans une famille d'accueil, il convient d'encourager les relations entre les parents et leur enfant, à moins que cela ne soit manifestement contraire aux intérêts de l'enfant. »

**WETSVOORSTEL**

## Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

## Art. 2

In het opschrift van boek I, titel X, hoofdstuk *IIbis*, van het Burgerlijk Wetboek, wordt het woord « Pleegvoogdij » vervangen door het woord « Pleegzorg ».

## Art. 3

Artikel 475*bis* van hetzelfde Wetboek ingevoegd bij de wet van 21 maart 1969 en vernummerd bij de wet van 31 maart 1987, wordt vervangen als volgt :

« Art. 475*bis*. — Wanneer een minderjarig niet-ontvoogd kind met instemming van zijn ouders of door een beslissing van de jeugdrechtbank wordt geplaatst in een pleeggezin, zijn de pleegouders gebonden door de rechten en plichten als bedoeld in dit hoofdstuk. »

## Art. 4

Artikel 475*ter* van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 29 april 2001, wordt vervangen als volgt :

« Art. 475*ter*. — Bij elke vrijwillige of gedwongen beslissing tot plaatsing van het kind in een pleeggezin moet ernaar gestreefd worden om het kind zo snel als mogelijk opnieuw te herenigen met zijn ouders. »

## Art. 5

Artikel 475*quater* van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 31 maart 1987, wordt vervangen als volgt :

« Art. 475*quater*. — Bij iedere plaatsing van een kind in een pleeggezin dient de omgang tussen de ouders en hun kind te worden aangemoedigd, tenzij dit manifest strijdig zou zijn met de belangen van het kind. »

## Art. 6

L'article 475quinquies du même Code, modifié par la loi du 31 mars 1987, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 475quinquies. — Pendant la période de placement, les parents d'accueil sont tenus de veiller au logement, à l'entretien, à la surveillance, à l'éducation et à la formation de l'enfant. Ils peuvent prétendre aux avantages sociaux qui en découlent, éduquent l'enfant selon les principes auxquels les parents ont éventuellement souscrit, en particulier en ce qui concerne les questions visées à l'article 374, alinéa 2.

Les parents d'accueil sont censés intervenir, avec l'accord des parents de l'enfant, dans les affaires quotidiennes concernant l'enfant ou pour prendre des décisions urgentes et nécessaires.

Les parents qui exercent ou non l'autorité parentale conservent le droit de surveiller l'éducation de l'enfant. Ils peuvent recueillir auprès des parents d'accueil ou de tiers toutes les informations utiles à ce sujet et s'adresser au tribunal de la jeunesse dans l'intérêt de l'enfant.

Les parents d'accueil exercent le droit de garde matérielle sur l'enfant pendant la période où l'enfant a sa résidence habituelle chez eux. »

## Art. 7

L'article 475sexies du même Code, remplacé par la loi du 29 avril 2001, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 475sexies. — § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice de l'application de l'article 475quinquies, les parents d'accueil peuvent, pendant la période du placement, exercer d'autres composantes de l'autorité parentale, soit :

1° sur la base d'une convention écrite conclue entre les parents et les parents d'accueil, qu'ils peuvent soumettre pour homologation au tribunal de la jeunesse;

2° sur la base d'une requête contradictoire introduite par les parents d'accueil conformément aux dispositions des articles 1034bis et suivants du Code judiciaire. Dans ce cas, les parents d'accueil doivent avoir effectivement assuré l'hébergement, l'entretien, la surveillance, l'éducation et la formation de l'enfant pendant une période ininterrompue de six mois précédant l'introduction de la requête ou la signature de la convention.

## Art. 6

Artikel 475quinquies van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wet van 31 maart 1987, wordt vervangen als volgt :

« Art. 475quinquies. — Gedurende de periode van de plaatsing dienen de pleegouders te zorgen voor de huisvesting, het levensonderhoud, het toezicht, de opvoeding en de opleiding van het kind. Zij kunnen aanspraak maken op de sociale voordelen die hieruit voortvloeien. De pleegouders voeden het kind op overeenkomstig de beginselen waarvoor de ouders eventueel hebben gekozen, inzonderheid wat betreft de aangelegenheden als bedoeld in artikel 374, tweede lid.

De pleegouders worden geacht met instemming van de ouders van het kind op te treden in dagelijkse aangelegenheden met betrekking tot het kind of voor dringende en noodzakelijke beslissingen.

De ouders die al dan niet het ouderlijk gezag uitoefenen, behouden het recht om toezicht uit te oefenen op de opvoeding van het kind. Zij kunnen bij de pleegouders of bij derden alle nuttige informatie hieromtrent inwinnen en zich in het belang van het kind tot de jeugdrechter wenden.

De pleegouders oefenen het recht van materiële bewaring uit over het kind gedurende de periode dat het kind zijn gewone verblijfplaats bij hen heeft. »

## Art. 7

Artikel 475sexies van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 29 april 2001, wordt vervangen als volgt :

« Art. 475sexies. — § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 475quinquies, kunnen de pleegouders gedurende de periode van de plaatsing andere componenten van het ouderlijk gezag uitoefenen, hetzij :

1° op basis van een schriftelijke overeenkomst tussen de ouders en de pleegouders, die zij ter homologatie kunnen voorleggen aan de jeugdrechtbank;

2° op basis van een tegensprekelijk verzoekschrift dat de pleegouders inleiden overeenkomstig de bepalingen van artikel 1034bis en volgende van het Gerechtelijk Wetboek. In dat geval dienen de pleegouders gedurende een onafgebroken periode van zes maanden voorafgaandelijk aan de indiening van het verzoekschrift of de ondertekening van de overeenkomst daadwerkelijk te hebben gezorgd voor de huisvesting, het levensonderhoud, het toezicht, de opvoeding en de opleiding van het kind.

Les articles 373 à 387bis s'appliquent, le cas échéant, par analogie.

§ 2. La convention visée au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, précise, sous peine d'irrecevabilité, quelles composantes de l'autorité parentale seront transférées aux parents d'accueil. Elle précise également la manière dont les parents entretiennent des contacts personnels avec l'enfant et, le cas échéant, quels frais restent à charge des parents. Le tribunal de la jeunesse ne peut refuser l'homologation de la convention que si celle-ci est manifestement contraire aux intérêts de l'enfant.

§ 3. Dans le cas visé au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, le tribunal de la jeunesse entend les parents d'accueil, les parents, l'enfant placé ayant atteint l'âge de douze ans ou étant en mesure de se former une opinion et le procureur du Roi. Le tribunal de la jeunesse décide ensuite quelles composantes de l'autorité parentale sont transférées aux parents d'accueil et, le cas échéant, quels frais restent à charge des parents. Le tribunal de la jeunesse examine l'intérêt supérieur de l'enfant par rapport au droit de ses parents au respect de leur vie privée et familiale et détermine la manière dont les parents entretiennent des contacts personnels avec l'enfant.

§ 4. Lorsque les parents ou les parents d'accueil ne respectent pas la convention ou la décision judiciaire, ils peuvent à nouveau saisir le tribunal de la jeunesse par demande écrite adressée au greffe.

Le tribunal se prononce toutes affaires cessantes.

Le cas échéant, le tribunal peut autoriser les parents ou les parents d'accueil à agir seuls pour un ou plusieurs actes déterminés.

§ 5. Lorsque des circonstances nouvelles modifient sensiblement la situation des parents, des parents d'accueil ou de l'enfant, le tribunal de la jeunesse peut, à leur demande ou à la demande de l'un d'eux, modifier l'exercice de l'autorité parentale ou du droit aux relations personnelles ou le paiement des frais. Les parents d'accueil, les parents, l'enfant placé ayant atteint l'âge de douze ans ou étant en mesure de se former une opinion et le procureur du Roi sont entendus.»

#### Art. 8

L'article 475septies du même Code, remplacé par la loi du 29 avril 2001, est remplacé par la disposition suivante :

«Art. 475septies. — Si les parents ou les parents d'accueil n'ont pas fait usage de la possibilité visée à l'article 475sexies, les parents d'accueil peuvent

De artikelen 373 tot 387bis zijn desgevallend van overeenkomstige toepassing.

§ 2. De overeenkomst als bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 1<sup>o</sup>, bepaalt op straffe van onontvankelijkheid welke componenten van het ouderlijk gezag aan de pleegouders worden overgedragen. Het bepaalt tevens de wijze waarop de ouders persoonlijk contact met het kind onderhouden en desgevallend welke kosten ten laste van de ouders blijven. De jeugdrechtbank kan de homologatie van de overeenkomst alleen weigeren indien ze manifest strijdig is met de belangen van het kind.

§ 3. In het geval bedoeld onder paragraaf 1, tweede lid, 2<sup>o</sup>, hoort de jeugdrechtbank de pleegouders, de ouders, het pleegkind dat de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt of in staat is zijn mening te vormen en de procureur des Konings. Hierop beslist de jeugdrechtbank welke componenten van het ouderlijk gezag aan de pleegouders worden overgedragen en desgevallend welke kosten ten laste van de ouders blijven. De jeugdrechtbank weegt het hoger belang van het kind af tegenover het recht van diens ouders op eerbiediging van hun privé- en gezinsleven en bepaalt de wijze waarop de ouders persoonlijk contact met het kind onderhouden.

§ 4. Wanneer de ouders of de pleegouders de overeenkomst of de rechterlijke beslissing niet naleven, kunnen zij de zaak opnieuw bij de jeugdrechtbank aanhangig maken bij een schriftelijk verzoek gericht aan de griffie.

De rechtbank doet uitspraak met voorrang boven alle andere zaken.

Desgevallend kan de rechtbank de ouders of de pleegouders toestemming verlenen om alleen op te treden voor één of meer bepaalde handelingen.

§ 5. Wanneer nieuwe omstandigheden de toestand van de ouders, de pleegouders of het kind ingrijpend wijzigen, kan de jeugdrechtbank op hun verzoek of op verzoek van één van hen de uitoefening van het ouderlijk gezag of van het recht op persoonlijk contact of de betaling van de kosten wijzigen. De pleegouders, de ouders, het pleegkind dat de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt of in staat is zijn mening te vormen en de procureur des Konings worden gehoord.»

#### Art. 8

Artikel 475septies van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 29 april 2001, wordt vervangen als volgt :

«Art. 475septies. — Indien de ouders of de pleegouders geen gebruik hebben gemaakt van de mogelijkheid als bedoeld in artikel 475sexies, kunnen

s'adresser au tribunal de la jeunesse ou, le cas échéant, au président du tribunal de première instance, statuant en référé, chaque fois que l'intérêt de l'enfant est menacé.

Le tribunal de la jeunesse, ayant entendu les parents d'accueil, les parents, l'enfant qui a atteint l'âge de douze ans ou est en mesure de se forger une opinion ainsi que le procureur du Roi, se prononce après avoir évalué l'intérêt supérieur de l'enfant par rapport au droit de ses parents au respect de leur vie privée et familiale. »

#### Art. 9

Dans le même Code est inséré un article 475*octies*, libellé comme suit :

« Art. 475*octies*. — § 1<sup>er</sup>. Les droits et obligations fixés dans ce chapitre s'éteignent de plein droit :

1° à la majorité de l'enfant, sauf si celui-ci est déclaré incapable ou se trouve en état de minorité prolongée;

2° au décès des parents d'accueil;

3° en cas de décès, d'émancipation, d'adoption ou de pleine adoption de l'enfant;

4° dans le cas d'une convention conclue entre les parents et les parents d'accueil et mettant fin au placement qu'ils font ou non homologuer par le tribunal de la jeunesse.

§ 2. Le tribunal de la jeunesse peut mettre fin aux droits et obligations fixés dans ce chapitre à la demande :

1° soit des parents d'accueil;

2° soit des parents de l'enfant;

3° soit de l'enfant qui a atteint l'âge de douze ans ou est en mesure de se forger une opinion;

4° soit du procureur du Roi.

Le tribunal de la jeunesse se prononce après avoir entendu les parents d'accueil, les parents, l'enfant qui a atteint l'âge de douze ans ou est en mesure de se forger une opinion et le procureur du Roi. »

#### Art. 10

Un article 475*novies*, libellé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 475*novies*. — S'il a été mis fin au placement, les parents d'accueil qui ont effectivement veillé à l'hébergement, à l'entretien, à la surveillance, à

de pleegouders zich wenden tot de jeugdrechtbank of desgevallend tot de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg, rechtsprekend in kort geding, telkens het belang van het kind in het gedrang komt.

De jeugdrechtbank hoort de pleegouders, de ouders, het pleegkind dat de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt of in staat is zijn mening te vormen en de procureur des Konings en beslist na het hoger belang van het kind te hebben afgewogen tegenover het recht van diens ouders op eerbiediging van hun privé- en gezinsleven. »

#### Art. 9

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 475*octies* ingevoegd, luidende :

« Art. 475*octies*. — § 1. De in dit hoofdstuk bepaalde rechten en plichten doven van rechtswege uit :

1° bij de meerderjarigheid van het kind, tenzij het kind onbekwaam is verklaard of zich in staat van verlengde minderjarigheid bevindt;

2° bij het overlijden van de pleegouders;

3° bij het overlijden, de ontvoogding, de gewone adoptie of volle adoptie van het kind;

4° bij een overeenkomst tussen de ouders en de pleegouders tot beëindiging van de plaatsing die zij al dan niet laten homologeren door de jeugdrechtbank.

§ 2. De jeugdrechtbank kan een einde maken aan de in dit hoofdstuk bepaalde rechten en plichten op verzoek van :

1° hetzij de pleegouders;

2° hetzij de ouders van het kind;

3° hetzij het kind dat de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt of in staat is zijn mening te vormen;

4° hetzij de procureur des Konings.

De jeugdrechtbank beslist na de pleegouders, de ouders, het pleegkind dat de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt of in staat is zijn mening te vormen en de procureur des Konings te hebben gehoord. »

#### Art. 10

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 475*novies* ingevoegd, luidende :

« Art. 475*novies*. — Wanneer er een einde wordt gesteld aan de plaatsing van het kind, hebben de pleegouders die gedurende een onafgebroken periode

l'éducation et à la formation de l'enfant pendant une période ininterrompue de six mois ont le droit d'entretenir des relations personnelles avec l'enfant.

L'article 375*bis* s'applique par analogie. »

#### Art. 11

Dans la partie IV, livre IV, du Code judiciaire, l'intitulé du chapitre IX*bis*, abrogé par la loi du 7 mai 1999, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Chapitre IX*bis*. — Placement familial. »

#### Art. 12

L'article 1237*bis* du même Code, abrogé par la loi du 7 mai 1999, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 1237*bis*. — Lorsque les parents de l'enfant placé et les parents d'accueil concluent une convention visée à l'article 475*sexies*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du Code civil, les parties peuvent soumettre cette convention à l'homologation du tribunal de la jeunesse du lieu de résidence de l'enfant. Il est procédé conformément aux articles 1025 à 1034, étant entendu que la requête peut être signée par les parties mêmes. La convention est jointe à la requête.

L'ordonnance d'homologation a les effets d'un jugement. »

#### Art. 13

Un article 1237*ter*, libellé comme suit, est inséré dans le même Code :

« Art. 1237*ter*. — Lorsque les parents d'accueil introduisent une requête contradictoire sur la base de l'article 475*sexies*, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 2<sup>o</sup>, ou § 5, ou de l'article 475*septies* du Code civil, le tribunal de la jeunesse entend les parents, les parents d'accueil et le mineur qui a atteint l'âge de douze ans ou qui est capable de se forger une opinion. Le mineur qui en fait la demande est toujours entendu.

Le greffier transmet la requête au procureur du Roi. Celui-ci envoie son avis au tribunal à l'issue d'une enquête sociale ou après l'établissement d'un rapport d'expertise.

À la réception de la requête, le greffe du tribunal prévient également l'Ordre des avocats, lequel désigne

van zes maanden daadwerkelijk hebben gezorgd voor de huisvesting, het levensonderhoud, het toezicht, de opvoeding en de opleiding van het kind, het recht persoonlijk contact met het kind te onderhouden.

Artikel 375*bis* is van overeenkomstige toepassing. »

#### Art. 11

In het vierde deel, boek IV, van het Gerechtelijk Wetboek wordt het opschrift van hoofdstuk IX*bis*, opgeheven bij de wet van 7 mei 1999, hersteld in de volgende lezing :

« Hoofdstuk IX*bis*. — Pleegzorg. »

#### Art. 12

In hetzelfde Wetboek wordt artikel 1237*bis*, opgeheven bij de wet van 7 mei 1999, hersteld in de volgende lezing :

« Art. 1237*bis*. — Wanneer de ouders van het geplaatste kind en de pleegouders een overeenkomst sluiten als bedoeld in artikel 475*sexies*, § 1, tweede lid, 1<sup>o</sup>, van het Burgerlijk Wetboek, kunnen de partijen deze overeenkomst ter homologatie voorleggen aan de jeugdrechtbank van de verblijfplaats van het kind. Dit gebeurt overeenkomstig de artikelen 1025 tot 1034, met dien verstande dat het verzoekschrift kan worden ondertekend door de partijen zelf. De overeenkomst wordt bij het verzoekschrift gevoegd.

De homologatiebeschikking heeft de gevolgen van een vonnis. »

#### Art. 13

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1237*ter* ingevoegd, luidende :

« Art. 1237*ter*. — Wanneer de pleegouders een tegensprekelijk verzoekschrift inleiden op grond van artikel 475*sexies*, § 1, tweede lid, 2<sup>o</sup>, of § 5 of van artikel 475*septies* van het Burgerlijk Wetboek, hoort de jeugdrechtbank de ouders, de pleegouders en de minderjarige die de leeftijd van twaalf jaar heeft bereikt of die in staat is zijn mening te vormen op. De minderjarige die hierom verzoekt, wordt steeds gehoord.

De griffier zendt het verzoekschrift door aan de procureur des Konings. Deze zendt zijn advies aan de rechtbank na afloop van een sociaal onderzoek of een expertiseverslag.

Bij ontvangst van het verzoekschrift verwittigt de griffie van de rechtbank tevens de Orde van advoca-

d'office un avocat en vue d'assurer la défense des intérêts du mineur, à moins que celui-ci ait déjà un avocat. L'avocat du mineur est présent lors de l'audition de ce dernier et lors de l'examen au fond. Le mineur peut toutefois choisir de se faire assister par une personne de confiance indépendante des parties à la cause.

L'audition a lieu en un endroit considéré comme convenable par le juge. Il en est établi par le greffier un procès-verbal qui est joint au dossier de la procédure, sans que copie en soit toutefois délivrée aux parties. Le procès-verbal est lu au mineur, puis signé pour accord par ce dernier.

Le juge de la jeunesse statue après avoir confronté l'intérêt de l'enfant au droit de ses parents au respect de leur vie privée et familiale.»

Art. 14

À l'article 1724, 1<sup>o</sup>, du même Code, inséré par la loi du 21 février 2005, les mots «et au titre IX du livre premier» sont remplacés par les mots « , au titre IX et au titre X, chapitre *IIbis* du livre premier».

24 novembre 2010.

ten, welke ambtshalve een advocaat aanwijst ter behartiging van de belangen van de minderjarige, tenzij deze reeds een advocaat heeft. De advocaat van de minderjarige is aanwezig bij het horen van de minderjarige en bij de behandeling ten gronde. De minderjarige kan evenwel verkiezen zich te laten bijstaan door een vertrouwenspersoon die onafhankelijk is van de partijen in het geding.

Het horen geschiedt op een plaats die door de rechter geschikt wordt geacht. Van het onderhoud wordt door de griffier een proces-verbaal opgemaakt dat bij het dossier van de rechtspleging wordt gevoegd, zonder dat evenwel een afschrift ervan aan de partijen wordt bezorgd. Het proces-verbaal wordt aan de minderjarige voorgelezen en door hem ondertekend voor akkoord.

De jeugdrechter beslist na het belang van het kind tegenover het recht van diens ouders op eerbiediging van hun privé- en gezinsleven te hebben afgewogen.»

Art. 14

In artikel 1724, 1<sup>o</sup>, van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 21 februari 2005, worden de woorden «en in titel IX van boek I» vervangen door de woorden « , in titel IX en in titel X, hoofdstuk *IIbis* van boek I».

24 november 2010.

Sabine de BETHUNE.  
Rik TORFS.